

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | 71065 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Périgny, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 12 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT

Aux membres du conseil de la **Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot** et de ses organismes contrôlés et partenariats (« le groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener du groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.
Vaudreuil-Dorion, le 12 mai 2025

1 par CPA Auditrice, permis de comptabilité publique no A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	18 641 042	18 778 240	18 077 461
Compensations tenant lieu de taxes	2	122 991	125 551	116 891
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 185 493	1 275 844	4 240 584
Services rendus	5	1 618 854	1 440 032	672 641
Imposition de droits	6	1 735 000	2 118 457	1 356 463
Amendes et pénalités	7	25 000	32 321	23 358
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	345 140	445 730	493 251
Autres revenus	10	18 000	31 693	847 441
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	23 691 520	24 247 868	25 828 090
Charges				
Administration générale	14	2 580 547	2 728 112	2 365 307
Sécurité publique	15	4 308 636	3 892 304	4 496 354
Transport	16	4 322 357	5 590 931	5 173 610
Hygiène du milieu	17	4 068 638	4 898 708	4 993 851
Santé et bien-être	18	141 255	125 912	120 786
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 072 077	911 821	867 660
Loisirs et culture	20	4 430 199	5 061 406	4 504 520
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 316 329	1 565 755	841 090
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	22 240 038	24 774 949	23 363 178
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 451 482	(527 081)	2 464 912
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		55 210 959	52 746 047
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		55 210 959	52 746 047
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		54 683 878	55 210 959

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 398 527	2 230 767
Débiteurs (note 5)	2	8 648 473	13 454 452
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	12 047 000	15 685 219
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	10 016 797	9 340 016
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 721 890	4 147 201
Revenus reportés (note 11)	12	363 819	363 877
Dettes à long terme (note 12)	13	34 013 232	30 589 214
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	48 115 738	44 440 308
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(36 068 738)	(28 755 089)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	90 223 544	83 519 797
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	42 627	43 456
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	486 445	402 795
	23	90 752 616	83 966 048
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	54 683 878	55 210 959
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	54 683 878	55 210 959
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	54 683 878	55 210 959

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 451 482	(527 081)	2 464 912
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	10 757 610)	14 408 787)
Produit de cession	3		13 918	548
Amortissement	4		4 026 350	3 775 843
(Gain) perte sur cession	5		13 595	(548)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(6 703 747)	(10 632 944)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		829	(5 239)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(83 650)	(358 081)
	13		(82 821)	(363 320)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 451 482	(7 313 649)	(8 531 352)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(28 755 089)	(20 223 737)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(28 755 089)	(20 223 737)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(36 068 738)	(28 755 089)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(527 081)	2 464 912
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 026 350	3 775 843
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession	3.1	13 595	(548)
	4	3 512 864	6 240 207
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	4 805 979	(2 876 273)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(425 311)	(240 305)
Revenus reportés	8	(58)	(4 080)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	829	(5 239)
Autres actifs non financiers	12	(83 650)	(358 081)
	13	7 810 653	2 756 229
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	10 757 610)(	14 408 787)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	13 918	548
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(10 743 692)	(14 408 239)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	9 423 987	16 412 549
Remboursement de la dette à long terme	25 (	5 966 738)(	6 601 250)
Variation nette des emprunts temporaires	26	676 781	847 029
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(33 231)	(182 277)
Autres			
▪	28.1		
	29	4 100 799	10 476 051
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	1 167 760	(1 175 959)
Solde déjà établi	31	2 230 767	3 406 726
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	2 230 767	3 406 726
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 398 527	2 230 767

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot (ci-après "la Ville") est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La Ville participe au partenariat de la Régie de l'eau de l'Île Perrot.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La Ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant : la Régie de l'eau de L'Île-Perrot.

Les comptes de la ville et de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes inter-organismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot pour l'exercice est de 40.72 % pour la consommation et de 40.76 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 42.85 % et 40.76 % en 2023.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot excluant l'organisme qu'elle contrôle.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités. Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Taux
Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans, et dégressif 30 %
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 et 10 ans

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et la Régie de l'eau de L'Île-Perrot est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, (à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer), les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres élémentsAffectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

S/O

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptablesAdoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 398 527	2 230 767
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3 1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	3 398 527	2 230 767
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	3 398 527	2 230 767
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 444 930	2 230 767
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	3 848 687	4 980 549

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note**5. Débiteurs**

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 551 768	1 604 243
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 092 170	7 720 573
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 122 262	2 830 433
Organismes municipaux	13	933 921	615 298
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	726 198	420 569
▪ Autres	14.2	222 154	263 336
	15	8 648 473	13 454 452
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 444 581	2 626 951
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 444 581	2 626 951
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	50 071	42 282
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 343 866	6 381 400
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	41 638	555 581
Ministère de la Culture et des Communications	25	414 367	464 667
Autres ministères/organismes	26	292 299	318 925
	27	4 092 170	7 720 573

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2.34 % à 4.11 % (2.34 % à 4.11 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2043.

Les montants des débiteurs non affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 0.79 % à 4.58 % (0.79 % à 4.58 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 20 126 000 \$ (17 926 000 \$ au 31 décembre 2023) portant intérêt au taux préférentiel, soit 5.45 % (7.20 % au 31 décembre 2023) et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de la Ville. Une somme de 6 713 990 \$ est utilisée au 31 décembre 2024 (7 329 568 \$ au 31 décembre 2023).

L'organisme du périmètre comptable bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 6 280 676 \$ (6 297 796 \$ au 31 décembre 2023) portant intérêt au taux préférentiel. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de l'organisme.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	821 292	1 583 286
Salaires et avantages sociaux	44	86 361	65 801
Dépôts et retenues de garantie	45	1 310 687	1 537 557
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	357 511	261 736
▪ Organismes municipaux	47.2	200 657	130 011
▪ All. départ des élus à payer	47.3	131 646	111 335
▪ Vacances à payer	47.4	304 208	259 233
▪ Frais courus	47.5	509 528	198 242
	48	3 721 890	4 147 201

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	78 909	87 019
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
-	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	47 002	47 002
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
- Transferts	62.1	229 856	229 856
- Aréna Cité-des-Jeunes - Location de glaces	62.2	8 052	
	63	363 819	363 877

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	6,00	2025	2048	64	34 304 153	30 846 904
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	34 304 153	30 846 904
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(290 921)	(257 690)
					72	34 013 232	30 589 214

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		2 092 994			2 092 994
2026	74		2 155 615			2 155 615
2027	75		2 246 678			2 246 678
2028	76		2 338 307			2 338 307
2029	77		1 999 856			1 999 856
2030 et plus	78		23 470 703			23 470 703
	79		34 304 153			34 304 153
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		34 304 153			34 304 153

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	272 632	259 087
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	28 096	31 526
	90	300 728	290 613

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	37 939 059	413 427	6 848 916	31 503 570
Eaux usées	102	33 955 260	506 616	6 847 060	27 614 816
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	19 127 952	616 210	4 085 991	15 658 171
Autres					
▪ Parcs	104.1	12 235 900	120 165	660 750	11 695 315
▪ Sécurité	104.2	5 813 923	4 152		5 818 075
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	14 817 799	163 897	181 827	14 799 869
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	4 304 125	222 661	511 217	4 015 569
Ameublement et équipement de bureau	109	809 314	55 107	334 368	530 053
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 625 668	348 656	491 031	2 483 293
Terrains	111	4 181 345			4 181 345
Autres	112				
	113	135 810 345	2 450 891	19 961 160	118 300 076
Immobilisations en cours	114	5 204 794	8 306 719		13 511 513
	115	141 015 139	10 757 610	19 961 160	131 811 589
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	20 648 722	777 725	6 848 916	14 577 531
Eaux usées	117	16 455 415	679 776	6 847 060	10 288 131
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	8 986 150	989 914	4 085 991	5 890 073
Autres					
▪ Parcs	119.1	5 017 845	538 342	660 750	4 895 437
▪ Sécurité	119.2	410 093	144 033		554 126
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	3 014 372	365 176	181 827	3 197 721
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 205 856	241 296	483 704	963 448
Ameublement et équipement de bureau	124	585 843	67 558	334 368	319 033
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 171 046	222 530	491 031	902 545
Autres	126				
	127	57 495 342	4 026 350	19 933 647	41 588 045
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	83 519 797			90 223 544
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances payées d'avance	143.1	421 039
▪ Frais payés d'avance	143.2	65 406
Autres		
▪	144.1	
	145	486 445
		402 795

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de déneigement et d'enlèvement des ordures échéant en 2025. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour le prochain exercice s'élèvent à 1 978 327 \$ en 2025.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la ville et le gouvernement du Québec et du Canada ont signé un protocole d'entente dans lequel les gouvernements s'engagent à verser une somme de 3 578 684 \$ pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 4 952 229 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2028. À la date des états financiers, aucune subvention n'a été comptabilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville reçoit annuellement du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 042 536 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 111 265 \$ en 2025, 101 810 \$ en 2026, 96 132 \$ en 2027, 90 246 \$ en 2028 et 643 083 \$ en 2029 et les années suivantes.

La Ville reçoit annuellement du Ministère des Transport des subventions pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés pour lesquels elle n'a pas contracté d'emprunt. Les encaissements prévus en intérêts totalisent 3 279 \$ sur une période de 4 ans. L'échéancier de ces subventions est de 1 312 \$ en 2025, 984 \$ en 2026, 656 \$ en 2027 et 328 \$ en 2028.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimée à plus de 2 006 000 \$ ont été entreprises contre la municipalité. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la municipalité qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes et des mutations), aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation et les mutations à recevoir, est réduit puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	5 647 472 \$	9 992 261 \$
En souffrance de moins de 30 jours	22 013 \$	612 164 \$
En souffrance de 30 à 60 jours	4 852 \$	113 050 \$
En souffrance de plus de 60 jours	80 700 \$	101 949 \$
	5 755 037 \$	10 819 424 \$
Moins la provision pour créances douteuses		
	5 755 037 \$	10 819 424 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est correctement évaluée pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2024				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts	6 912 227 \$	3 101 329 \$	0 \$	0 \$	10 013 556 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 911 035 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 911 035 \$
Intérêts courus à payer	357 435 \$	0 \$	0 \$	0 \$	357 435 \$
Dettes	2 092 994 \$	6 740 600 \$	3 665 694 \$	21 804 865 \$	34 304 153 \$
Total	12 273 691 \$	9 841 929 \$	3 665 694 \$	21 804 865 \$	47 586 179 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2023					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts	7 121 912 \$	2 218 104 \$	0 \$	0 \$	9 340 016 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	3 383 207 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 383 207 \$
Intérêts courus à payer	261 736 \$	0 \$	0 \$	0 \$	261 736 \$
Dettes	1 882 710 \$	5 699 876 \$	4 160 215 \$	19 104 103 \$	30 846 904 \$
Total	12 649 565 \$	7 917 980 \$	4 160 215 \$	19 104 103 \$	44 131 863 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La ville est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers mais comme la ville a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance, il est peu exposé à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables et sa trésorerie et équivalents de trésorerie. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers Trésorerie et équivalents de trésorerie	446 779 \$	3 620 639 \$	4 067 418 \$
Débiteurs	4 609 193 \$	0 \$	4 609 193 \$
Passifs financiers Emprunts	0 \$	10 016 797 \$	10 016 797 \$
Dettes	34 304 153 \$	0 \$	34 304 153 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers Trésorerie et équivalents de trésorerie	347 315 \$	1 881 791 \$	2 229 106 \$
Débiteurs	9 900 132 \$	0 \$	9 900 132 \$
Passifs financiers Emprunts	0 \$	6 713 990 \$	6 713 990 \$
Dettes	30 846 904 \$	0 \$	30 846 904 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) 356 443 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (254 317 \$ en 2023).

27. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	18 077 461	18 641 042	18 778 240	18 778 240			18 778 240
Compensations tenant lieu de taxes	116 891	122 991	125 551	125 551			125 551
Quotes-parts						1 298 153	
Transferts	962 237	1 185 493	1 275 844	1 275 844			1 275 844
Services rendus	705 759	1 618 854	1 528 670	1 528 670		32 756	1 440 032
Imposition de droits	1 356 463	1 735 000	2 118 457	2 118 457			2 118 457
Amendes et pénalités	23 358	25 000	32 321	32 321			32 321
Revenus de placements de portefeuille							
Autres revenus d'intérêts	455 123	345 140	402 310	402 310		43 420	445 730
Autres revenus	847 411	18 000	31 693	31 693			31 693
Effet net des opérations de restructuration							
	22 544 703	23 691 520	24 293 086	24 293 086		1 374 329	24 247 868
Investissement							
Taxes							
Quotes-parts							
Transferts	3 278 347						
Imposition de droits							
Autres revenus							
Contributions des promoteurs							
Autres							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
Effet net des opérations de restructuration							
	3 278 347						
	25 823 050	23 691 520	24 293 086	24 293 086		1 374 329	24 247 868
Charges							
Administration générale	2 257 158	2 580 547	2 615 650	2 615 650	112 462		2 728 112
Sécurité publique	4 235 623	4 308 636	3 514 167	3 514 167	378 137		3 892 304
Transport	3 971 616	4 322 357	4 329 927	4 329 927	1 261 004		5 590 931
Hygiène du milieu	4 053 985	4 442 203	3 955 411	3 955 411	1 155 513	1 207 331	4 898 708
Santé et bien-être	120 786	141 255	125 912	125 912			125 912
Aménagement, urbanisme et développement	867 152	1 072 077	911 052	911 052	769		911 821
Loisirs et culture	3 718 795	4 430 199	4 278 881	4 278 881	782 525		5 061 406
Réseau d'électricité							
Frais de financement	769 572	1 246 874	1 451 701	1 451 701		114 054	1 565 755
Effet net des opérations de restructuration							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	3 452 380	3 690 410	3 690 410	3 690 410	3 690 410		
	23 447 067	22 544 148	24 873 111	24 873 111		1 321 385	24 774 949
	2 375 983	1 147 372	(580 025)	(580 025)		52 944	(527 081)
Excédent (déficit) lié aux activités							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 375 983	1 147 372	(580 025)	52 944	(527 081)	
Moins : revenus d'investissement	2	(3 278 347)	()	()	()	()	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(902 364)	1 147 372	(580 025)	52 944	(527 081)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	4				335 940	4 026 350	
Amortissement	5	3 452 380		3 690 410		13 918	
Produit de cession	6	548		13 918		13 595	
(Gain) perte sur cession	7	(548)		13 595			
Réduction de valeur / Reclassement	8						
	8	3 452 380		3 717 923		4 053 863	
Propriétés destinées à la vente	9						
Coût des propriétés vendues	10						
Réduction de valeur / Reclassement	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	1 183 474	1 436 211	1 644 530	304 151	1 948 681	
	18	(1 183 474)	(1 436 211)	(1 644 530)	(304 151)	(1 948 681)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	112 934	75 271	222 447	8 737	231 184	
Excédent (déficit) accumulé	20						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	15 670	13 000	67 544	1 382	67 544	
Réserves financières et fonds réservés	22	(295 888)	351 110	101 428	(25 880)	102 810	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(255 487)		(281 367)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(393 152)	288 839	(308 962)	(33 235)	(342 197)	
	26	1 875 754	(1 147 372)	1 764 431	(1 446)	1 762 985	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	973 390	1 184 406	51 498		1 235 904	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	
Revenus d'investissement	1	3 278 347			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(58 069)	73 941	()	73 941
Sécurité publique	3	(5 589 572)	200 721	()	200 721
Transport	4	(1 141 611)	1 882 364	()	1 882 364
Hygiène du milieu	5	(2 969 010)	1 754 734	(3 678 427)	(5 433 161)
Santé et bien-être	6	()		()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()		()	()
Loisirs et culture	8	(2 631 380)	3 167 423	()	3 167 423
Réseau d'électricité	9	()		()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()		()	()
	11	(12 389 642)	7 079 183	(3 678 427)	(10 757 610)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	()		()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux					
Émission ou acquisition	13	()		()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	11 432 000	2 550 300	2 038 000	4 588 300
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	112 934	222 447	8 737	231 184
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 262 617	988 993		988 993
Excédent de fonctionnement affecté	17			125 810	125 810
Réserves financières et fonds réservés	18	578 230	364 788	21 269	386 057
	19	1 953 781	1 576 228	155 816	1 732 044
	20	996 139	(2 952 655)	(1 484 611)	(4 437 266)
	21	4 274 486	(2 952 655)	(1 484 611)	(4 437 266)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023		2024		Total consolidé'
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 542 408	2 838 759	559 768	3 398 527	
2 Débiteurs (note 5)	13 257 585	8 395 193	355 601	8 648 473	
3 Prêts (note 6)					
4 Placements de portefeuille (note 7)					
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)					
7 Autres actifs financiers (note 8)					
8	14 799 993	11 233 952	915 369	12 047 000	
PASSIFS					
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
10 Emprunts temporaires (note 9)	7 329 568	6 713 990	3 302 807	10 016 797	
11 Crédoiteurs et charges à payer (note 10)	3 708 305	3 089 722	734 489	3 721 890	
12 Revenus reportés (note 11)	363 877	363 819		363 819	
13 Dette à long terme (note 12)	27 940 356	29 633 469	4 379 763	34 013 232	
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)					
15 Autres passifs (note 14)					
16	39 342 106	39 801 000	8 417 059	48 115 738	
17	(24 542 113)	(28 567 048)	(7 501 690)	(36 068 738)	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
18 Immobilisations corporelles (note 15)	75 984 167	79 345 427	10 878 117	90 223 544	
19 Propriétés destinées à la revente (note 16)					
20 Stocks de fournitures			42 627	42 627	
21 Actifs incorporels achetés (note 17)					
22 Autres actifs non financiers (note 18)	402 795	486 445		486 445	
23	76 386 962	79 831 872	10 920 744	90 752 616	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
24 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	3 382 373	3 492 062	293 903	3 785 965	
25 Excédent de fonctionnement affecté	188 085	104 837	94 532	199 369	
26 Réserves financières et fonds réservés	1 467 628	1 416 405	30 675	1 447 080	
27 (Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(3 612 279)	(6 623 012)	(3 486 120)	(10 109 132)	
28 Financement des investissements en cours	50 419 042	52 874 532	6 486 064	59 360 596	
29 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs					
30 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
31	51 844 849	51 264 824	3 419 054	54 683 878	
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	5 272 413	5 157 282	5 500 282	4 877 624
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 272 113	1 221 242	1 302 172	1 162 311
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 697 062	1 825 289	1 753 327	14 224
Autres biens et services	8	9 602 877	7 978 093	8 376 122	10 622 688
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 224 074	1 320 715	1 434 769	818 193
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	22 800	130 986	130 986	22 897
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 274 237	3 292 119	1 993 966	1 863 688
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		3 690 410	4 026 350	3 775 843
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
• Dons et subventions	21.1	163 580	201 356	201 356	156 958
• Réclamation dommages	21.2	12 992	45 106	45 106	22 427
• Mauvaises créances	21.3	2 000	10 513	10 513	26 325
	22	22 544 148	24 873 111	24 774 949	23 363 178

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 785 965	3 665 744
Excédent de fonctionnement affecté	2	199 369	368 843
Réserves financières et fonds réservés	3	1 447 080	1 493 692
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(10 109 132)	(5 613 788)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	59 360 596	55 296 468
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	54 683 878	55 210 959
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 492 062	3 382 373
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	293 903	283 371
	11	3 785 965	3 665 744
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds jeunesse	12.1	60 772	66 701
▪ Fonds pour rôle d'évaluation	12.2	19 981	100 000
▪ Fonds vert	12.3	24 084	21 384
	13	104 837	188 085
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Eaux usées 2023	14.1	94 532	59 115
▪ Groupe électrogène	14.2		121 643
	15	94 532	180 758
	16	199 369	368 843

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Transport en commun	17.1	190 000	190 000
▪ Sécurité incendie	17.2	43 221	69 265
▪ Eau et voirie	17.3	350 000	350 000
▪ Infrastructures	17.4	40 455	141 595
	18	623 676	750 860
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	237 762	239 879
Organismes contrôlés et partenariats	22	30 675	26 064
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	474 967	416 889
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement			
Fonds local de solidarité			
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection			
Autres			
▪	30.1		
	31	823 404	742 832
	32	1 447 080	1 493 692

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres	43.1 ()(
▪	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres	49.1 ()(
▪	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Mesure relative à la COVID-19	51 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()(
Autres	54 ()(
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres	61.1	
▪	62	
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	854 853	43 948
Investissements à financer	65 (	10 963 985)(	5 657 736)
	66	(10 109 132)	(5 613 788)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	90 223 544	83 519 797
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	90 223 544	83 519 797
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	90 223 544	83 519 797
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	75 (	34 013 232)(	30 589 214)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	290 921)(	257 690)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	3 444 581	2 626 951
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	30 859 572)(	28 219 953)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	3 376)(	3 376)
	82 (	30 862 948)(	28 223 329)
	83	59 360 596	55 296 468

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 ()(
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57)
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice		
avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 2

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées où les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents.

Les contributions des employés et celles de la ville, ainsi que les autres revenus et charges, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le régime de retraite des employés de la régie de l'eau est un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux de 7 % du salaire brut régulier.

La dépense est représentée par la cotisation due par la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 105		
Régime de retraite par financement salarial 106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 107		
Régime de retraite à prestations cibles 108		
Autres régimes 109	272 632	259 087
110	272 632	259 087

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 112		
Régime de retraite simplifié 113		
REER 114		
Autres régimes 115		
116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	7 926	8 936
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	28 096	31 526
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	28 096	31 526

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 754 973	14 895 246	13 936 487
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	14 754 973	14 895 246	13 936 487
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 190 716	1 182 845	1 199 085
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	1 008 978	1 014 990	1 014 658
Matières résiduelles	15	447 928	450 559	390 277
Autres				
▪ Matières recyclables	16.1	345 920	347 976	348 468
▪ Matières compostables	16.2	410 590	412 455	413 623
Centres d'urgence 9-1-1	17	55 000	62 402	55 374
Service de la dette	18	426 937	411 767	719 489
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 886 069	3 882 994	4 140 974
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 886 069	3 882 994	4 140 974
	27	18 641 042	18 778 240	18 077 461

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	38 156	39 146	36 340
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	60 436	62 006	57 560
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	98 592	101 152	93 900
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	24 399	24 399	22 991
	45	24 399	24 399	22 991
	46	122 991	125 551	116 891

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	15 000	20 370	19 546
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	33 232	64 466	34 875
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	14 676	14 676	16 096
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	175 000	181 804	326 325
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	287 649	289 509	289 301
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82	15 000		15 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	10 000	12 810	14 648
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	49 556	48 556	64 594
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	600 113	632 191	780 385

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			553 013
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			2 004 721
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			720 613
Réseau d'électricité	127			
	128			3 278 347

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	585 380	643 653	643 653
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	585 380	643 653	643 653
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 185 493	1 275 844	1 275 844
				181 852
				4 240 584

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	28 048	28 048	
	144	28 048	28 048	
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158	330 035	121 394	32 756
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	330 035	121 394	32 756

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	330 035	149 442	60 804

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	30 399	49 991	28 795
	188	30 399	49 991	28 795
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	10 549	24 098	9 677
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	10 549	24 098	9 677
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	2 100	5 032	3 896
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	244 461	233 463	233 463
Autres	210	5 980	6 698	4 811
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	15 312	1 386	1 386
	214	267 853	246 579	8 707

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	13 800	13 400	13 400
	224	13 800	13 400	17 900
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	950 406	1 029 473	1 029 473
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	12 812	15 687	15 687
Autres	227	3 000		
	228	966 218	1 045 160	1 045 160
Réseau d'électricité	229			
	230	1 288 819	1 379 228	1 379 228
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 618 854	1 528 670	1 440 032
				672 641

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	35 000	72 109	50 318
Droits de mutation immobilière	233	1 700 000	2 046 348	1 306 145
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	1 735 000	2 118 457	1 356 463
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	25 000	32 321	23 358
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	345 140	402 310	493 251
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	4 000	(13 595)	548
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247	14 000		13 557
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		45 288	833 336
	250	18 000	31 693	847 441
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	475 228	491 037	491 037	491 037	430 838
Grefe et application de la loi	2	457 606	457 826	457 826	457 826	379 436
Gestion financière et administrative	3	1 037 579	1 070 434	1 070 434	1 070 434	961 435
Évaluation	4	152 293	151 899	151 899	151 899	70 041
Gestion du personnel	5	25 354	35 555	35 555	35 555	31 617
Autres						
▪ Autres	6.1	432 487	408 899	112 462	521 361	491 940
	7	2 580 547	2 615 650	112 462	2 728 112	2 365 307
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	2 341 521	1 539 261	1 539 261	1 539 261	2 407 997
Sécurité incendie						
Premiers répondeants	9	380 629	403 796	403 796	403 796	380 696
Autres	10	1 494 982	1 502 531	377 474	1 880 005	1 607 139
Sécurité civile	11	54 257	33 982	33 982	33 982	62 543
Autres	12	37 247	34 597	663	35 260	37 979
	13	4 308 636	3 514 167	378 137	3 892 304	4 496 354
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 351 281	2 432 312	1 157 250	3 589 562	3 218 008
Enlèvement de la neige	15	1 150 421	1 065 677	39 342	1 105 019	1 100 401
Éclairage des rues	16	125 722	160 926	64 412	225 338	197 805
Circulation et stationnement	17	111 287	87 278	87 278	87 278	94 441
Transport collectif						
Transport en commun	18	583 646	583 734	583 734	583 734	562 955
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	4 322 357	4 329 927	1 261 004	5 590 931	5 173 610

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 279 080	1 298 153	1 298 153	1 404 412	1 015 697
Réseau de distribution de l'eau potable	24	50 942	58 649	259 826	1 741 420	473 183
Traitement des eaux usées	25	1 372 292	845 733	895 687	1 741 420	1 579 505
Réseaux d'égout	26	272 705	350 764	350 764	350 764	227 371
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	282 048	278 153	278 153	278 153	191 900
Élimination	28	339 307	308 027	308 027	308 027	277 785
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	325 361	324 216	324 216	324 216	327 999
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	360 298	352 554	352 554	352 554	711 148
Traitement	32	57 160	57 159	57 159	57 159	61 569
Matériaux secs						
Autres	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	698	699	699	699	36 968
Protection de l'environnement	38	102 312	81 304	81 304	81 304	90 726
Autres	39					
	40	4 442 203	3 955 411	1 155 513	5 110 924	4 993 851
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	127 430	119 505	119 505	119 505	115 249
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	13 825	6 407	6 407	6 407	5 537
	45	141 255	125 912	125 912	125 912	120 786

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
46	840 031	708 695		708 695	708 695	619 506
Aménagement, urbanisme et zonage						
Rénovation urbaine						
47						30 000
48	30 000					
Biens patrimoniaux						
Autres biens						
Promotion et développement économique						
49	173 357	173 667		173 667	173 667	161 038
Industries et commerces						
50	28 689	28 690		28 690	28 690	56 608
Tourisme						
51						
Autres						
52			769	769	769	508
Autres						
53	1 072 077	911 052	769	911 821	911 821	867 660
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
54	902 350	867 428	43 250	910 678	910 678	849 570
Centres communautaires						
55	765 659	895 737		895 737	895 737	369 356
Pavilions intérieurs et extérieurs						
56	56 263	34 788		34 788	34 788	38 770
Piscines, plages et ports de plaisance						
57	1 688 309	1 425 692	617 962	2 043 654	2 043 654	2 213 373
Parcs et terrains de jeux						
58						
Parcs régionaux						
59	264 879	237 138		237 138	237 138	225 870
Expositions et foires						
60	12 565	64 410	66 721	131 131	131 131	132 535
Autres						
61	3 690 025	3 525 193	727 933	4 253 126	4 253 126	3 829 474
Activités culturelles						
62	54 957	67 381		67 381	67 381	44 826
Centres communautaires						
63	537 084	540 733	54 592	595 325	595 325	489 333
Bibliothèques						
Patrimoine						
64						
Musées et centres d'exposition						
65	26 862	21 944		21 944	21 944	22 100
Autres ressources du patrimoine						
66	121 271	123 630		123 630	123 630	118 787
Autres						
67	740 174	753 688	54 592	808 280	808 280	675 046
Autres						
68	4 430 199	4 278 881	782 525	5 061 406	5 061 406	4 504 520

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	70	1 161 604	1 246 413	1 246 413	1 360 467	768 243
Autres frais	71	62 470	74 302	74 302	74 302	49 950
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	22 800	130 986	130 986	130 986	22 897
	74	1 246 874	1 451 701	1 451 701	1 565 755	841 090
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	76		3 690 410 (	3 690 410)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	436 057	436 057	
	Usines de traitement de l'eau potable	2		3 678 427	1 985 696
	Usines et bassins d'épuration	3	145 553	145 553	146 041
	Conduites d'égout	4	649 262	649 262	684 605
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	725 878	725 878	2 523 744
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	954 965	954 965	117 996
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	2 527 825	2 527 825	414 540
	Autres infrastructures	11	493 677	493 677	1 409 888
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	79 596	79 596	4 028 813
	Édifices communautaires et récréatifs	14	122 676	122 676	131 395
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	209 416	209 416	171 975
	Ameublement et équipement de bureau	18	99 199	99 199	43 868
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	635 079	635 079	588 199
	Terrains	20			2 162 027
	Autres	21			
		22	7 079 183	10 757 610	14 408 787

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1	436 057	436 057
	Usines de traitement de l'eau potable	2		3 678 427
	Usines et bassins d'épuration	3	145 553	145 553
	Conduites d'égout	4	649 262	649 262
	Autres infrastructures	5	834 953	834 953
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	6		
	Usines de traitement de l'eau potable	7		
	Usines et bassins d'épuration	8		
	Conduites d'égout	9		
	Autres infrastructures	10	3 867 392	3 867 392
	Autres immobilisations corporelles	11	1 145 966	1 145 966
		12	7 079 183	10 757 610
				14 408 787

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 019 083	107 300	494 541	3 631 842
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	24 200 870	4 481 000	1 454 140	27 227 730
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	28 219 953	4 588 300	1 948 681	30 859 572
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 626 951	987 000	169 370	3 444 581
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 626 951	987 000	169 370	3 444 581
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	2 626 951	987 000	169 370	3 444 581
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 626 951	987 000	169 370	3 444 581
	19	30 846 904	5 575 300	2 118 051	34 304 153
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	30 846 904	5 575 300	2 118 051	34 304 153

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	29 912 100
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	3 444 581
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	854 853
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	25 612 666
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	7 879 830

Endettement net à long terme	14	33 492 496
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	281 833
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	240 801
---------------------------	----	---------

Autres organismes	17	2 053 000
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	18	36 068 130
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	36 068 130
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	3 206	3 321	3 649
Évaluation	2	150 293	150 291	68 553
Autres	3	161 255	163 434	143 656
Sécurité publique				
Police	4	26 648	28 581	17 586
Sécurité incendie	5	19 309	17 376	12 948
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	583 646	583 735	562 955
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 279 080	1 298 153	
Matières résiduelles	12	380 421	380 421	386 844
Cours d'eau	13	698	699	36 968
Protection de l'environnement	14	62 339	62 681	63 868
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	129 280	121 427	117 099
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	179 052	179 049	164 430
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	177 739	178 560	166 345
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22		761	761
Activités culturelles	23	121 271	123 630	118 787
Réseau d'électricité	24			
	25	3 274 237	3 292 119	1 993 966
				1 863 688

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 079 183	12 389 642
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 079 183	12 389 642

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Effectifs	Semaine	Nombre d'heures	Rémunération	Charges	Total 1
Administration municipale		personnes/	normale	rétribués au		sociales	
		année²	(heures)	cours de l'exercice			
1	Cadres et contremaîtres	16,48	35,00	30 608,57	1 618 647	376 736	1 995 383
2	Professionnels						
3	Cols blancs	17,71	35,00	33 129,70	1 101 364	262 162	1 363 526
4	Cols bleus	34,20	40,00	71 140,38	2 129 748	554 248	2 683 996
5	Policiers						
6	Pompiers						
7	Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8		68,39		134 878,65	4 849 759	1 193 146	6 042 905
9	Élus	7,00			307 523	28 096	335 619
10		75,39			5 157 282	1 221 242	6 378 524

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
1					
Transport en commun					
2					
Eau et égout					
3	64 466				64 466
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
4					
Réseau de distribution de l'eau potable					
5	14 676				14 676
Traitement des eaux usées					
6	874 013		12 810	309 879	1 196 702
Réseaux d'égout					
7	953 155		12 810	309 879	1 275 844
Autres					

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	19 001	22 897
	4	19 001	22 897
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	657 610	181 192
Sécurité civile	8	47 768	26 477
Autres	9		
	10	705 378	207 669
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	265 822	213 142
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	265 822	213 142
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	176 189	103 425
Traitement des eaux usées	19	105 256	87 127
Réseaux d'égout	20	105 902	56 846
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	387 347	247 398
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	57 218	59 049
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	16 935	19 417
Autres	40		
	41	74 153	78 466
Réseau d'électricité	42		
	43	1 451 701	769 572

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS'
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
DANIE DESCHÊNES	1.1 Maire	70 738	19 321	16 983	
NATALIA PEREIRA	1.2 Conseiller	22 021	10 553		
BRUNO ROY	1.3 Conseiller	21 346	10 553	510	254
NORMAND PIGEON	1.4 Conseiller	21 271	10 553		
DANIEL LAUZON	1.5 Conseiller	21 271	10 553	1 100	550
STÉPHAN DENIS	1.6 Conseiller	21 271	10 553		
JEAN FOURNEL	1.7 Conseiller	21 271	10 553		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> X
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Crédeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 1 185 005 \$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

61 _____ \$

b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systemes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systemes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 2019-12-445
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-12-10

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 2
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 1 204
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 163
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 3

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

OUI NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2025

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	15 166 380
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	15 166 380

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	1 624 428
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	1 282 847
Matières résiduelles	15	465 452
Autres		
▪ Matières résiduelles	16.1	367 920
▪ Matières compostables	16.2	463 342
Centres d'urgence 9-1-1	17	60 000
Service de la dette	18	426 937
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 690 926
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 690 926
	27	19 857 306

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	53 693
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	82 626
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	136 319

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	136 319

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1		x	/100 \$				
	Taxe foncière générale (taux unique)						
	Taxe foncière générale (taux variés)						
	Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résiduelle et autres)		13 983 413				
2		x	0.4650/100 \$				
3	Sous-catégories résidentielles	x	/100 \$				
4	Immeubles non résidentiels	x	1.1766/100 \$				
5	Immeubles industriels	x	/100 \$				
	Terrains vagues desservis						
6	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
7	Autres	x	/100 \$				
8	Immeubles forestiers	x	330 900 x				
			1 305				
9	Immeubles agricoles	x	32 103 486 x				
			126 600				
10	Total		15 166 380				15 166 380
Taxes spéciales							
11	Service de la dette (taux unique)	x	/100 \$				
	Service de la dette (taux variés)						
	Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)						
12	Sous-catégories résidentielles	x	/100 \$				
13	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
14	Immeubles industriels	x	/100 \$				
15	Terrains vagues desservis	x	/100 \$				
16	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
17	Autres	x	/100 \$				
18	Immeubles forestiers	x	/100 \$				
19	Immeubles agricoles	x	/100 \$				
20	Total						

Lorsque la municipalité applique les mesures des sous-catégories d'immeubles résidentielles ou non résidentielles, des taux de taxes foncières distincts (art. 244.64.9 LFM) ou de la taxation par secteur, le taux moyen est utilisé aux catégories applicables. Le taux moyen correspond aux revenus bruts obtenus pour les immeubles imposables d'une catégorie divisés par leur valeur imposable.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

	Assiète d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x /100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	22	x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	23	x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x /100 \$					
Immeubles industriels	25	x /100 \$					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	26	x /100 \$					
Autres	27	x /100 \$					
Immeubles forestiers	28	x /100 \$					
Immeubles agricoles	29	x /100 \$					
Total	30						
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	31	x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	32	x /100 \$					
Sous-catégories résidentielles	33	x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x /100 \$					
Immeubles industriels	35	x /100 \$					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	36	x /100 \$					
Autres	37	x /100 \$					
Immeubles forestiers	38	x /100 \$					
Immeubles agricoles	39	x /100 \$					
Total	40						
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x %					

Lorsque la municipalité applique les mesures des sous-catégories d'immeubles résidentielles ou non résidentielles, des taux de taxes foncières distincts (art. 244.64.9 LFM) ou de la taxation par secteur, le taux moyen est utilisé aux catégories applicables. Le taux moyen correspond aux revenus bruts obtenus pour les immeubles imposables d'une catégorie divisés par leur valeur imposable.

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>287,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>301,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>108,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Matières recyclables	6.1 85,0000	7 - autres (préciser)	Par unité de logement
Matières organiques	6.2 107,0000	7 - autres (préciser)	Par unité de logement

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres	
	Taxes sur la valeur foncière					
	Générales	1	1 055 062			126 600
	De secteur	2				
	Autres	3				
	Taxes sur une autre base					
	Taxes, compensations et tarification					
	Service de la dette	4				
	Autres	5				
	Taxes d'affaires					
	Sur la valeur locative	6				
	Autres	7				
		8	1 055 062			126 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité			Immeubles forestiers		Résiduelle		Total
			Résidentielles	Résidences	Agriculture	Autres	
	Taxes sur la valeur foncière						
	Générales	1	1 305	13 983 413			15 166 380
	De secteur	2					
	Autres	3					
	Taxes sur une autre base						
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette	4		426 937			426 937
	Autres	5		4 203 989			4 203 989
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative	6					
	Autres	7					
		8	1 305	18 614 339			19 797 306

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Non audité

OUI

NON

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1

2

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM

3

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

4

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

5

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

Il est imposé et il sera prélevé, pour l'année 2025, sur tous les immeubles imposables de la catégorie des immeubles non résidentiels situés sur le territoire de la Ville, une taxe foncière générale au taux particulier de **1,1766 \$** par 100 \$ de la valeur imposable de ces immeubles, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe est imposée au propriétaire de l'immeuble.

e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.65.26 LFM

6

- Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2025 :
- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2025 :

7

8

9

10 _____ \$

11 _____ \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025**

- g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM 12
- h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM 13
- Si oui, indiquer le montant total prévu en 2025 14 _____ \$
- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.
2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation
- Taux unique ou taux sectoriel uniformisé
- Taxe foncière générale 15 _____
- Taxes spéciales
- Service de la dette 16 _____
- Activités de fonctionnement 17 _____
- Activités d'investissement 18 _____
- Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé
- Taxe foncière générale 19 _____ 0,4650
- Taxes spéciales
- Service de la dette 20 _____
- Activités de fonctionnement 21 _____
- Activités d'investissement 22 _____
3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? 23
4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025 :
- a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM 24
- b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM 25
- Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.
5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2025 pour des exploitations agricoles enregistrées? 26
- Si oui, indiquer le montant. 27 _____ 89 572 \$
6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) 28 \$
7. Date d'adoption du budget par le conseil 29 _____ 2024-12-12
8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) 30 _____ 23 600 554 \$
9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget 31 _____ 1 562 102 \$
10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget 32 _____ 1 432 444 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025**

11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget

33 (247 542) \$